LA LIBERTÉ
Depuis 1913

ÉLECTION À SAINT-BONIFACE :
RETROUVEZ NOTRE ANALYSE EN PAGE 3

VOL. 105 N° 16
18 AU 24 JUILLET 2018
MANITOBA • 2,20 $ + TAXES

ÉMILIE LA DÉTERMINÉE



UNE HISTOIRE DE CULTURE ET D'AFFAIRES

Pages 6 et 7

photo : Amine Ellatify



LA LIBERTÉ

Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204- 237-4823
Télécopieur : 204-231-1998
www.la-liberte.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi

APF Association de la presse francophone — Fondation Donatien Frémont — Réseau Sélect — CMCA Audited

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

ISSN 0845-0455

LA LIBERTÉ JOURNAL | LA LIBERTÉ COMMUNICATION

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN | sgaulin@la-liberte.mb.ca

Directrice adjointe et coordonnatrice de La Liberté communication :
Lysiane ROMAIN | lromain@la-liberte.mb.ca

Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL | bbocquel@mymts.net

Journaliste :
Daniel BAHUAUD | dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Chef de la production : **Véronique TOGNERI** | vtogneri@la-liberte.mb.ca
Directrice des finances : **Roxanne BOUCHARD** | rbouchard@la-liberte.mb.ca
Adjointe administrative : **Marta GUERRERO** | mguerrero@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)**
Gestionnaire de projet : **Camille HARPER** | charper@la-liberte.mb.ca

Publi-reporters :
Marie BERCKVENS | mberckvens@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE | mlemee@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA | mvilanova@la-liberte.mb.ca

Multimédia :
Amine ELLATIFY (vidéos) | aellatify@la-liberte.mb.ca
Claudia HOUGBÉDJI (technicienne)

LA LIBERTÉ COMMUNICATION est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

LETTRES À LA RÉDACTION

Le journal ***La Liberté*** est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **sgaulin@la-liberte.mb.ca**.

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

ANNONCES PUBLICITAIRES

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

ABONNEMENT

Contactez mguerrero@la-liberte.mb.ca ou 204-237-4823.

L'abonnement annuel : 66,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses)

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. »



ACTUALITÉS

Saint-Boniface élit à nouveau un chef de parti

La tendance ne s'est jamais démentie tout au long du dépouillement des bulletins de vote, durant la soirée du 17 juillet. Dougald Lamont, 49 ans, chef du Parti libéral du Manitoba depuis octobre 2017 vient de réussir un doublé : asseoir sa légitimité politique et donner à son parti le statut de parti politique officiel au Palais législatif. Il succède à l'ancien chef du NPD, Greg Selinger, qui avait démissionné en mars.

Michel Lagacé, le commentateur politique bien connu des lecteurs et lectrices de *La Liberté*, répond aux questions de la rédaction.

▶Sans conteste, Dougald Lamont a réussi son double pari…

Michel Lagacé : Le vieux fond libéral de Saint-Boniface s'est manifesté. Dougald Lamont avait le plus à perdre dans cette élection, bien plus que les autres candidats. Il devait se présenter parce que comme chef du parti, il se doit d'être en Chambre. Et du fait que son parti est maintenant officiellement reconnu à l'Assemblée législative, il va disposer de ressources financières supplémentaires en plus de visibilité à la période des questions.

Avec quatre sièges, Dougald Lamont dirige maintenant un deuxième parti d'opposition, ce qui lui permettra de faire sa marque en préparation du prochain rendez-vous qui va vraiment compter, celui de l'élection générale de 2020.

▶Pourtant Blandine Tona semble avoir mené une campagne très dynamique…

M. L. : Les libéraux ont sans doute pris des votes des néo-démocrates, tandis que le Parti vert a également pris des votes du NPD. C'est tout dire que le vote des néos a été divisé des deux côtés. On comprend qu'il ne restait plus au chef du NPD Wab Kinew que d'affirmer que le résultat de l'élection constitue un rejet du gouvernement Pallister.

▶Est-ce que les résultats laissent entrevoir la tendance des prochaines élections générales?

M. L. : Il faut faire attention. Il s'agit d'une partielle. Ce qui n'a aucun effet sur le gouvernement au pouvoir. N'en déplaise à Wab Kinew, la dynamique pourrait être très différente dans deux ans, selon la perception que les électeurs auront du gouvernement au pouvoir à ce moment-là.

Pour le moment en tous cas, le Parti néo-démocratique devait démontrer une capacité de se renouveler. Ce qu'il n'a pas du tout réussi à faire le 17 juillet. D'où la question qui tue : si les néos ne peuvent pas gagner à Saint-Boniface, quelle chance auront-ils dans deux ans? L'avenir du parti s'est assombri davantage pour Wab Kinew et son équipe.

▶Que dire du taux de participation de 48,38 %...

M. L. : Les électeurs ont pris cette élection partielle au sérieux. En même temps, il est clair qu'au moins trois partis ont travaillé très fort pour attirer la faveur des électeurs.

Il est vrai que le Parti progressiste conservateur a pris des décisions impopulaires durant la dernière année. Mais aussi que les électeurs n'étaient pas prêts à accorder leur confiance au Nouveau parti démocratique.

C'est donc dire que c'est un double coup de semonce : au parti au pouvoir comme à l'actuelle opposition officielle.



Photo : Daniel Bahuaud

Dès 21 h 45, la candidate verte Françoise Therrien Vrignon est venue féliciter le grand vainqueur de la soirée, Dougald Lamont.

▶Par contre pour le Parti vert représenté par Françoise Therrien Vrignon, il doit y avoir une autre dynamique à l'œuvre…

M. L. : Françoise Therrien Vrignon a nettement attiré plus d'électeurs que le Parti vert n'en attire d'habitude.

Par contre, rien n'est garanti pour l'élection de 2020.

▶Comme le fait que la défaite des conservateurs n'est pas consommée d'avance?…

M. L. : C'est vrai. Il reste que pour le Parti progressiste conservateur, cette élection a été franchement désastreuse. Qu'il s'agisse du candidat ou du parti, il faut reconnaître que l'histoire n'a pas été tendre envers le Parti conservateur dans Saint-Boniface. Joseph Bernier est le dernier candidat conservateur à remporter la victoire. C'était en 1927.

Les réactions des quatre candidats

Dougald Lamont, Parti libéral (vainqueur avec 41,90 % des voix) :

« Aux Bonifaciens qui m'ont appuyé, je vous dois tout.

Cette victoire est plus que l'ajout d'un siège au Palais législatif pour le Parti libéral du Manitoba. Cette victoire représente le désir d'avoir un nouveau leadership, une nouvelle voix d'opposition dans la Chambre.

Notre objectif est ambitieux. Nous voulons changer la politique au Manitoba pour que nous puissions changer de gouvernement en 2020. Pendant trop longtemps, on nous a dit qu'il fallait se contenter de deux partis politiques. C'est fini. Nous sommes une véritable alternative. »

Blandine Tona, Nouveau Parti démocratique (28,20 % des voix) :

« C'était une bonne première expérience. J'ai tellement été encouragée par tous les bénévoles et le parti. J'ai vécu l'esprit de famille et des valeurs fortes. Alors je vais certainement continuer. »

Françoise Therrien Vrignon, Parti vert (16,20 % des voix) :

« J'ai eu une expérience fantastique. Ma campagne était composée de plus de 75 % de nouveaux bénévoles. J'ai donc initié beaucoup de jeunes à la politique. On a sondé plus du deux tiers des gens dans la circonscription. On a un pied dans la porte, et ils se souviendront de moi quand je me représenterai dans deux ans. »

Mamadou Ka, Parti progressiste conservateur (13,30 % des voix) :

« Il n'y a pas de raison de pleurer ce soir. Nous avons fait de notre mieux. J'ai gagné une famille. Le soutien que j'ai reçu du Parti conservateur pendant les cinq semaines de campagne, la confiance de ses députés, de ses ministres, du Premier ministre Brian Pallister comme de la direction du Parti, les ressources mises à ma disposition, ont été fantastiques. Ça a été une très belle expérience de rencontrer les gens, d'échanger avec eux. Je n'ai rien à regretter, et que la lutte continue pour plus tard! Je ne sais pas encore si je me représenterai ou non, mais je serai prêt à m'impliquer. »

ÉDITORIAL



PAR BERNARD BOCQUEL
bbocquel@mymts.net

La référence Roland Penner

Lorsque l'avocat criminaliste devenu professeur de droit à l'Université du Manitoba décide de conquérir le siège de Fort Rouge aux élections générales de 1981, il est déjà à la mi-cinquantaine. Mais il n'a rien perdu à attendre son entrée dans l'arène politique.

Le destin réserve en effet au fils de Rose Shapack et Jacob Penner une aventure publique qui lui donnera longtemps matière à méditation, puisque Roland Penner, décédé le 31 mai à presque 94 ans, aura connu le privilège du grand âge.

Dans la société, les minoritaires de tous genres, s'ils sont le moindrement animés par un désir d'affirmation, ont besoin d'alliés bien placés et sûrs. Le cas des francophones du Manitoba fournit l'illustration exemplaire d'un groupe d'humains qui sait avoir des droits et qui est conscient que ses droits restent surtout théoriques tant que des hommes et des femmes de pouvoir ne se battent pas avec eux.

Roland Penner était de la trempe de ces gens habités par des convictions solides au point où le courage qu'il manifestait semblait aller de soi. À l'époque épique des luttes linguistiques, celle de la Crise sur la constitutionnalisation avortée de services en français qui avait agité toute la société manitobaine en 1983, un épisode particulier suffit à en apporter la preuve.

Il faut souhaiter que la rencontre publique tenue à Winnipeg le 14 juillet 1983 dans une immense salle du International Inn (aujourd'hui le Victoria Inn) restera à tout jamais le plus triste évènement en lien avec l'histoire du Manitoba des bilingues. Ce fut un concentré de pure folie. Des centaines de personnes divisées en deux camps défendaient inconditionnellement des positions irréconciliables. Tout espoir de discussion rationnelle s'était évanoui. La bête anti-francophone nourrie d'ignorance qui sommeillait dans tant et tant de Manitobains s'était réveillée et tonitruait en dépit de tout bon sens, au mépris d'un minimum élémentaire de dignité humaine.

Le gouvernement NPD, dont Roland Penner était le procureur général, et donc à la source de l'agitation haineuse, avait décidé d'organiser une série d'audiences publiques pour tenter d'expliquer son projet de modification de la *Loi sur le Manitoba*. Objectif : régler au plus pratique le problème posé par l'inconstitutionnalité du *Official Language Act* de 1890. En substance, il s'agissait de garantir des services en français en échange de la traduction des lois unilingues promulguées illégalement depuis 1890.

Dans la salle surchauffée, malgré les huées, les insultes, Roland Penner le vilipendé, promu bouc émissaire, resta d'un calme souverain, tâchant vainement mais fermement d'instiller un peu de raison dans les cerveaux. Impossible bien sûr de savoir les pensées qui traversèrent alors son esprit. Mais pas interdit d'imaginer que le souvenir de ses parents le soutint.

Car le néophyte en politique active fut élevé dans une famille d'immigrés d'Ukraine où l'engagement en faveur des laissés pour compte était une réalité quotidienne, quitte à en subir les conséquences. Jacob Penner, son père, conseiller municipal communiste à Winnipeg, avait été interné pendant la Deuxième Guerre mondiale. Tandis qu'il subissait l'opprobre de l'internement, son fils Roland s'engageait pour servir outre-mer dans l'artillerie. (1)

Certes on a beaucoup glosé au moment de la Crise linguistique, et longtemps après, sur l'extrême naïveté du gouvernement néo-démocrate de vouloir chercher à résoudre par la simple voie politique un casse-tête juridique. Il est cependant tout aussi évident que la volonté de rendre justice à des minorités dont le poids politique est marginal dans la société s'avère dans les meilleures conditions une entreprise risquée.

La fidélité au principe d'équité dont a su faire preuve Roland Penner tout au long de sa vie fait que pour longtemps à venir, sa mémoire restera une référence sûre pour les militants de causes sociales susceptibles de déranger l'ordre établi et maintenu par une majorité indifférente.

(1) Pour mieux prendre la mesure du personnage, voir son autobiographie, *A Glowing Dream*, publiée en 2007. Petit détail : en allemand, le mot pour clochard est Penner.



À VOUS LA PAROLE

Vous pouvez réagir aux lettres en écrivant à la rédactrice en chef Sophie Gaulin à **sgaulin@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.

Inoubliables souvenirs d'une année en 8

Madame la rédactrice,

La première *Liberté* de l'année 2018 mettait l'accent sur le thème C'ÉTAIT UNE ANNÉE EN 8. Alors qu'approche la date de l'incendie de la Cathédrale de Saint-Boniface, alors que se profile la journée fatidique du 22 juillet 1968, permettez-moi de partager un moment personnel de cette année en 8 si spéciale.

Nous étions à la fin de juillet 1968, à Paris, à bord d'un bateau-mouche glissant tout doucement sur la Seine, la cathédrale Notre-Dame se profilant sur les berges. Nous vivions notre lune de miel en Europe, Guy et moi, quelques semaines après notre mariage, qui avait eu lieu le 18 mai, à Saint-Boniface.

À cette époque-là, un temps bien avant les cellulaires, les nouvelles d'outre-Atlantique n'arrivaient pas encore instantanément.

Alors que nous savourions une délicieuse cuisine française bien arrosée, voilà que nous saisissons quelques bribes de conversation venant de la table voisine : Saint-Boniface...incendie spectaculaire... cathédrale. Du coup, nous n'avons pu retenir notre curiosité. Il s'avéra que notre voisin de table était journaliste à Radio-Canada, Montréal. Ce fut un véritable choc d'apprendre cette nouvelle foudroyante : notre Cathédrale avait été la proie des flammes. Il ne restait que ruines et décombres calcinés, résultat de l'apparente imprudence d'un fumeur qui travaillait sur le toit, sous un soleil de plomb.

Comme nous n'étions qu'au début d'un voyage de cinq semaines en Europe, ce n'est qu'à notre retour à Saint-Boniface que nous avons appris tous les détails sur les circonstances de cette tragédie et absorbé les récits bouleversants de plusieurs témoins.

Un de ces témoignages, en particulier, m'est resté en mémoire. Dans la cour de mon oncle, Napoléon Boily, qui habitait rue Langevin, deux rues à l'est de la cathédrale, où j'avais vécu les deux années avant mon mariage, la force inouïe de l'incendie avait projeté un panneau en métal d'environ deux mètres de longueur, débris qui provenait de la toiture de l'édifice en flammes.

À ce jour, je me souviens de l'émotion que j'ai ressentie lorsque, dès le lendemain de notre retour de voyage, j'ai entrepris une marche matinale pour voir les lieux du sinistre. Un coup au cœur!

Pendant plusieurs années, la messe dominicale de la Paroisse Cathédrale fut célébrée dans le gymnase du Collège Louis-Riel. C'est l'abbé Raymond Roy, un oncle de Guy, qui avait été nommé curé de la paroisse avec le mandat de diriger la construction de la nouvelle Cathédrale dans les murs qui restaient de l'ancienne. La cérémonie de dédicace du nouveau lieu de culte a pris place en juillet 1972.

Il est heureux que la magnifique façade ait pu être conservée et intégrée à la nouvelle structure. Car à la valeur historique et artistique de cette façade s'ajoute un autre élément important. En effet, les bases en béton des deux côtés du grand portail épargné par l'incendie abritent les dépouilles mortelles des évêques de l'Archidiocèse de Saint-Boniface, et de mon oncle, Monseigneur Laurent Tétrault, évêque de Bukoba (Ouganda), Missionnaire d'Afrique, décédé en 1950.

Longue vie à la Cathédrale de Saint-Boniface!

Hélène Roy

Le 12 juillet 2018

À VOUS LA PAROLE

Vous pouvez réagir aux lettres en écrivant à la rédactrice en chef Sophie Gaulin à **sgaulin@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.

Daniel Vandal répond à Réjeanne Caron

Madame la rédactrice,

Et voilà que la campagne est lancée. Et c'est une campagne de désinformation.

En effet, j'ai lu avec intérêt l'article au sujet de Réjeanne Caron, la candidate à Saint-Boniface/ Saint-Vital pour le Parti conservateur, paru dans *La Liberté* du 4 au 10 juillet 2018. Elle n'a pas mis de temps pour prendre des libertés avec la vérité.

Commençons par le refrain conservateur préféré : les impôts des petites entreprises. La vérité c'est que le taux d'imposition sur les petites entreprises est passé de 11 % à 10 % au 1er janvier 2018. Il baissera à 9 % à partir du 1er janvier 2019. En ce qui concerne les investissements passifs, aucun changement ne touchera les petites entreprises. Seules les entreprises avec plus d'un million de dollars d'épargne - pas de revenus, je dis bien d'épargne - seront touchées.

J'ai bien hâte de débattre sur nos investissements pour la classe moyenne, à comparer avec ceux de l'ancien gouvernement conservateur. Nos appuis incluent la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui est plus généreuse et non imposable. De plus, très bientôt, à compter du 20 juillet 2018, l'Allocation sera ajustée en fonction du coût de la vie. Cela signifiera plus d'argent dans les poches des familles à Saint-Boniface /Saint-Vital. Nous avons baissé les impôts pour neuf millions de Canadiens qui font partie de la classe moyenne. Nous avons bonifié les appuis pour les travailleurs de la classe moyenne. Et j'en passe.

Lors de nos futurs débats, j'espère que nous pourrons débattre de faits réels et de vision pour Saint-Boniface / Saint-Vital. Les résidents ne méritent rien de moins.

Daniel Vandal
Député fédéral
Saint-Boniface / Saint-Vital
Le 5 juillet 2018

Petit point de grammaire amical

Madame la rédactrice,

Avec tout le respect que je vous dois et toute l'admiration inconditionnelle que j'ai et éprouve pour *La Liberté*, je dois vous rappeler (Mot de la direction, 27 juin au 3 juillet, p. 4), qu'on partage quelque chose avec quelqu'un. La direction ne peut donc pas me partager les résultats...

J'ai reçu aujourd'hui le numéro du 4 au 16 juillet et, en page couverture, je lis : « Elle a partagé ses motivations à Manella Vila Nova. » Or, en français, on n'en sort pas, on doit partager une information, des sentiments, ses motivations avec quelqu'un.

Cette déformation de l'utilisation du verbe partager est monnaie courante. Je vous implore de la contrecarrer.

Sincèrement et amicalement,

Bernard Mulaire
Le 16 juillet 2018

Écrivez-nous!

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'identité de l'auteur soit connue (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires.

La rédaction se réserve également le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire.

Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **sgaulin@la-liberte.mb.ca.**

MOT DE LA DIRECTION

par Sophie Gaulin
sgaulin@la-liberte.mb.ca



La Liberté dans le trio de tête au Canada

Pour la première fois, *La Liberté* s'est classée dans le trio gagnant de sa catégorie du Grand prix d'excellence des Journaux régionaux canadiens de Médias d'info Canada. Troisième de sa catégorie, le journal a été reconnu parmi les journaux régionaux anglophones et francophones à travers le pays, et s'est aussi illustré dans les catégories du Meilleur article sur l'environnement et de la Meilleure série d'articles de fond.

Médias d'info Canada, anciennement connu comme Newspaper Canada, compte pas moins de 800 journaux régionaux canadiens membres, toutes catégories confondues.

La Liberté a remporté la première place du Meilleur article sur l'environnement avec l'article de Daniel Bahuaud, *Regard historique sur les sols toxiques*, publié le 30 août 2017.

Ce texte revenait sur les débats entourant la qualité du sol et de l'air à Saint-Boniface, suite à des plaintes de résidents des quartiers Dufresne et Archwood.

La série d'articles de Barbara Gorrand et Gavin Boutroy sur Norway House, publiée en novembre 2017, a remporté la deuxième place de sa catégorie. Pour la première fois, une délégation de juges de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba se déplaçait à Norway House pour y rencontrer une vingtaine de chefs des Premières Nations du Nord afin d'essayer de pallier les dysfonctionnements d'un système judiciaire qui a trop longtemps ignoré les réalités autochtones.

La Liberté a été le seul média manitobain à couvrir ce moment historique, sur place, dans ses pages. À Norway House, Gavin Boutroy et Barbara Gorrand ont pu s'entretenir avec la Grande Chef du regroupement des Premières Nations du Nord du Manitoba, Keewatinowi Okimakanak (MKO), Sheila North Wilson, ainsi qu'avec des représentants de bandes, des membres de Premières Nations venus assister à l'évènement et avec certains des six juges de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba présents.

La Liberté est fière de continuer à offrir à ses lecteurs et lectrices des articles de qualité qui cherchent à pousser toujours un cran plus loin la réflexion. Pour nous, ces prix ne sont qu'un exemple d'un travail d'équipe dédié à nourrir la relation avec vous, lectrices et lecteurs.

Le Conseil d'administration de Presse Ouest Ltée et la direction tiennent à remercier chaleureusement l'équipe de *La Liberté* pour son engagement sans faille ainsi que ses partenaires, annonceurs et lecteurs qui témoignent, semaine après semaine, d'une loyauté essentielle à son épanouissement.

LA DÉTERMINATION D'ÉMILIE

▶ Le casse-tête des droits de douane

Dans le monde imprévisible des affaires

La toute jeune femme d'affaires, Émilie McKinney avait tout prévu. « Dans mon plan de cinq ans, je voulais créer un fonds pour les femmes autochtones qui souhaitent devenir entrepreneures. C'est difficile pour nous d'obtenir les fonds. Alors j'aimerais pouvoir les aider à démarrer. »

Manella VILA NOVA
mvilanova@la-liberte.mb.ca

Émilie McKinney avait prévu de déménager son entreprise sur la réserve Swan Lake, afin de créer de l'emploi. Mais tous ses projets pourraient être mis en péril par les nouvelles taxes imposées par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium. « Notre fournisseur de métal est à Chicago. En une soirée, notre commande, qui devait être de 30 000 $ est passée à 45 000 $. Les États-Unis nous taxent 50 % de plus. On ne peut pas commander à ce prix, parce qu'on devrait augmenter nos propres tarifs de 25 à 40 $, ce qui nous ferait perdre nos clients. »

Dans l'attente que la crise se résorbe, Émilie McKinney envisage d'autres options. « On regarde si les fournisseurs de Toronto seraient en mesure de produire le métal très fin dont on a besoin. Si on ne trouve personne, on devra se tourner vers l'Asie. Ça me dérangerait, parce que je perdrais l'authenticité et la vision que j'avais de produire aussi localement que possible. »

Dans la situation actuelle, Émilie McKinney peut continuer à produire des clochettes jusqu'à l'automne. « On n'a plus de métal coloré, mais on a encore du nickel. Quand cette réserve sera épuisée, on n'aura plus rien à vendre. Ça m'inquiète, parce que je ne peux pas voir le futur. Ce n'est pas comme une équation, ce n'est pas mathématique. C'est un des plus gros problèmes auxquels j'ai été confrontée, et on ne peut qu'attendre et espérer une solution. »

Dans l'intervalle, Émilie McKinney a lancé une campagne GoFundMe pour financer sa prochaine commande de métal.



photo : gracieuseté Émilie McKinney

Émilie McKinney fait une démonstration en costume à clochettes fabriqué par ses soins.

LA DÉTERMINATION D'ÉMILIE

▶ Par désir d'authenticité

La culture, mais aussi les affaires

Danseuse autochtone depuis sa plus tendre enfance, Émilie McKinney a appris à fabriquer ses propres costumes à l'adolescence. Quand le fournisseur de clochettes qu'elle utilisait a arrêté d'en fabriquer, elle a lancé sa propre entreprise, Anishinaabe Bimishimo (1).


MANELLA VILA NOVA
mvilanova@la-liberte.mb.ca

Émilie McKinney a eu l'idée de fabriquer les clochettes des costumes en janvier 2017. « Je n'avais plus de fournisseur, alors j'ai consulté ma mère pour savoir quoi faire. On a cherché d'autres fabricants, mais tout était très coûteux, parce qu'il faut au moins 300 clochettes pour une seule robe.

« Nous avons aussi remarqué que tout était fabriqué en Chine ou à Taïwan. Alors j'ai dit à ma mère que je voulais être la première personne autochtone à fabriquer des clochettes en Amérique du Nord. J'ai décidé d'appeler mon entreprise Anishinaabe Bimishimo. Anishinaabe est le nom de ma tribu, et Bimishimo signifie la personne qui danse. »

Émilie McKinney, qui sera majeure en décembre 2018, a rencontré de nombreux obstacles. « Je ne suis pas née riche, et je ne suis pas encore majeure. Alors avoir les fonds pour débuter une entreprise a été difficile. Ma mère n'est pas autochtone, et comme je suis encore mineure, les financiers des Premières Nations ne prennent pas mon entreprise en compte. À mes 18 ans, je pourrai avoir des subventions du Manitoba et de ma réserve, Swan Lake. »

Elle est malgré tout parvenue à lancer son entreprise en décembre 2017. « Futurpreneur Canada et le Centre d'entreprise des femmes du Manitoba nous ont aidé à trouver des fonds pour commencer. On a fait beaucoup de marketing, puis quand les médias ont commencé à parler de nous en janvier 2018, on a reçu de plus en plus de commandes. »

La jeune entrepreneure a contacté des distributeurs. « On a ciblé des magasins qui vendent des perles et des accessoires de travaux manuels, ainsi que des magasins spécialisés dans les produits autochtones. On a maintenant cinq points de vente à Winnipeg. On a aussi reçu des commandes de Colombie-Britannique, de Nouvelle-Écosse, de San Diego et de France. »



photo : gracieuseté Émilie McKinney

Émilie McKinney a été reconnue cette année par la Banque de développement du Canada.

L'entreprise d'Émilie McKinney connaît un succès grandissant. « La Banque de développement du Canada m'a nominée au prix Startup Canada du jeune entrepreneur, que j'ai remporté pour la région des Prairies. En août, je saurai si j'ai remporté le prix à l'échelle nationale. »

En attendant, la danseuse autochtone occupe son été aux pow-wow. « Toutes les fins de semaine, je suis à un pow-wow différent. J'y installe un stand pour promouvoir ma compagnie quand je ne danse pas. Je suis allée à Swan Lake, à Enoch en Alberta, et j'ai encore plusieurs voyages prévus à travers le Canada pour faire connaître mon entreprise. »

L'année prochaine, la tout juste diplômée de l'École régionale Notre-Dame se consacrera entièrement à sa compagnie. « Je veux prendre une année, pendant laquelle je prendrai des cours de business pour travailler sur ma compagnie et continuer à la développer. Plusieurs organismes et communautés m'ont contactée pour partager mon histoire de femme de Première Nation, élève de secondaire, à la tête de son entreprise. Je vais parler aux jeunes, et j'espère les inspirer. »

(1) Voir aussi l'article paru dans *La Liberté* du 20 au 26 décembre 2017.

La danse des clochettes

Émilie McKinney explique : « La danse des clochettes est une danse de guérison. Un homme, dont la petite fille était très malade, a rêvé un jour de quatre femmes dans des robes avec des clochettes. Il a compris que les robes allaient guérir sa petite fille. Sa femme les a fabriquées. Quatre personnes les ont portées et ont récité des prières en dansant. Puis sa petite fille s'est rétablie. Aujourd'hui, on continue à mettre des personnes malades au milieu de danseuses en robes à clochettes, en espérant qu'elles guérissent. »

Culturellement, Émilie McKinney se sent autant autochtone que francophone. « Je suis capable de faire toutes les choses autochtones, et toutes les choses européennes. J'ai une bonne connexion avec mes deux familles. Je suis allée à l'école en français, et les pow-wow me permettent de vivre ma culture autochtone. C'est une passion que j'ai en moi, et une nécessité dans ma vie. »

Les danses d'Émilie l'ont déjà conduite à Cuba, en Suède et au Danemark. « Dans le monde, j'ai remarqué que les gens sont nombreux à penser que les Autochtones sont tous morts à cause des cowboys. Beaucoup pensent que notre vie est comme celle qu'on voit dans les films. Alors je leur explique qu'on est encore nombreux. J'essaye de détruire les stéréotypes, de restaurer la vérité, de montrer les réalités de notre culture. »

La disparition annoncée des pailles en plastique

Dans l'urgence, pas besoin de loi

La saison des cocktails en terrasse est déjà bien entamée. Un élément disparaît néanmoins petit à petit du décor estival : les pailles en plastique, dénoncées comme une grande menace environnementale. Qu'en dit-on au Canada?

Morgane LEMÉE
mlemee@la-liberte.mb.ca

La vidéo était devenue virale sur la plateforme YouTube en 2015. La biologiste marine Christine Figgener filmait la rescousse d'une tortue du Costa Rica, en détresse à cause d'une paille en plastique dans une narine. 26 millions de vues plus tard, les consciences s'activent. De plus en plus d'organismes, mais aussi de citoyens, s'engagent à supprimer cet objet polluant de leur consommation.

Le mouvement s'étend nationalement sur les réseaux sociaux et les mots-clic fusent : #LastStrawCanada, #StopSucking Canada, #SayNoToTheStraw.

Au Canada, pas moins de 57 millions de pailles en plastiques sont utilisées et jetées chaque jour. En sachant que ce produit ne se recycle pas et met environ 500 années à se décomposer, cela veut dire que chaque paille jamais utilisée est toujours sur cette planète, fort probablement dans l'océan. (1)

Ce sont des faits qui ont poussé Muriel Dupuis à agir. Co-gérante du Monkey Bar à Winnipeg, elle et son partenaire, Riham Limam, ont remplacé les pailles en plastique par celles en papier. Et bien plus encore. « En tant que végétaliens, c'est du bon sens pour nous de servir nos produits dans des contenants uniquement faits de plastique recyclé ou compostable. Tous ces changements ont été très faciles à faire. Ce n'est même pas une question de coût, c'est relativement le même prix. Il n'y a donc vraiment pas d'excuse pour continuer à utiliser du plastique non-recyclable. »



photo : Marta Guerrero

Muriel Dupuis et Riham Limam, gérants du Monkey Bar sur le pont Provencher, ont éliminé les pailles en plastique de leur kiosque, pour une option plus écologique : des pailles en papier biodégradables.

À Toronto, Jillian Lucas est serveuse depuis une dizaine d'années. Préoccupée par sa consommation de plastique non-réutilisable, elle a remarqué le nombre affolant de pailles en plastique jetées tous les jours dans les restaurants. « Dans les bars, tout est jeté à la poubelle. Toutes ces pailles, utilisées pendant quelques minutes seulement, finissent dans notre environnement. Nous avons pris tellement de mauvaises habitudes de consommation. On ne réfléchit pas à la provenance des choses, et encore moins à l'endroit où elles vont. »

C'est pourquoi elle a lancé en février dernier Last Straw Toronto. Cette initiative a pour but d'encourager les bars et les restaurants de Toronto à réduire, voire éliminer, leur consommation de pailles en plastique. Pour commencer, durant une journée. Environ 150 établissements s'étaient engagés à rejoindre le mouvement la journée du 21 avril. « Je ne m'attendais pas à un tel taux de participation. En regardant les commentaires sur les réseaux sociaux, j'ai remarqué que bien plus de 150 restaurants avaient participé. Beaucoup se sont rendus compte que ça n'était finalement pas un problème pour la clientèle. Certains établissements continuent à ne donner des pailles que sur demande. C'est formidable! »

Après Toronto, plusieurs villes canadiennes suivent le mouvement. Sur le même principe a eu lieu Last Straw Sudbury le 21 juin et Last Straw Ottawa le 7 juillet 2018. À Calgary et Edmonton, l'initiative s'est déroulée le 14 juillet 2018.

(1) Les pailles en plastique sont parmi les dix objets les plus ramassés sur les plages, le premier étant les mégots de cigarettes.

Une série d'actions citoyennes

Aux États-Unis, la Ville de Seattle est officiellement devenue la première ville nord-américaine sans pailles ni ustensiles en plastique le 1er juillet 2018 : plus de 4500 établissements alimentaires se procureront des options recyclables ou biodégradables.



photo : gracieuseté Jillian Lucas

Jillian Lucas

Après la campagne *Drop The Straw* en Colombie-Britannique, la Ville de Vancouver suit l'exemple et a officiellement annoncé bannir l'utilisation de pailles en plastique et de contenants en mousse synthétique à partir du 1er juin 2019.

Certaines villes n'ont pas attendu l'action des gouvernements pour agir. Tofino, municipalité de la Colombie-Britannique, a réussi à supprimer les pailles en plastique de ses 41 cafés, restaurants et bars. Pour Jillian Lucas, fondatrice du mouvement Last Straw Toronto, chacun peut faire une grande différence. « Nous n'avons pas besoin d'attendre une loi pour commencer à agir. Il y a des options de pailles biodégradables sur le marché. Cependant, les meilleures options restent les pailles en bambou, en verre ou en acier inoxydable. C'est si simple de ne pas mettre ce bout de plastique dans son verre. Ce sont ces petits gestes qui font une grande différence. »

A&W et Starbucks emboîtent le pas

Le 8 juin dernier, pour célébrer la journée mondiale des océans, la grande chaîne de restauration rapide canadienne A&W annonçait via Twitter son engagement à remplacer, d'ici la fin de l'année, toutes ses pailles en plastique par des pailles en papier (1).

C'est la première chaîne de restauration rapide en Amérique du Nord à signer un tel engagement.

Elle est suivie par le géant du café Starbucks, qui a annoncé le 9 juillet un plan visant à éliminer entièrement les pailles en plastique de ses 28 000 succursales dans 70 pays d'ici 2020. À elle seule, la chaîne mondiale utilise un milliard de pailles par année.

(1) Bien qu'elle soit toujours un élément jetable, la paille en papier est 100 % biodégradable, dure deux à trois heures dans une boisson et se décompose naturellement en trois à six mois dans l'environnement.

▶ Le Bureau des gouverneurs a tranché

Le contrat du recteur ne sera pas prolongé

Le recteur de l'Université de Saint-Boniface Gabor Csepregi, 68 ans, souhaitait deux années supplémentaires à son contrat de cinq ans. Le 26 juin, le Bureau des gouverneurs en a décidé autrement. Entretien avec celui qui restera à la tête administrative de l'USB jusqu'au 30 juin 2019.



dbahuaud@la-liberte.mb.ca

▶ Vous êtes surpris par la décision du Bureau des gouverneurs?

Gabor Csepregi : Oui, je le suis. Mais je ne suis pas déçu. La Province a réduit le financement de notre institution. Étant donné que l'Université traverse une période difficile, je crois que la continuité aurait été souhaitable.

▶ Les récentes vives réactions des professeurs et des étudiants face à l'élimination de deux postes de professeurs et la suspension d'un programme d'études ont-elles joué? (1)

G. C. : Le Bureau des gouverneurs a discuté de la question de mon avenir à huis clos. C'est clair que dans une période difficile, les décisions du recteur ne plairont pas à tout le monde. Mon rôle principal est de décider. De trancher.

À mon avis, le Bureau des gouverneurs a principalement pensé au long terme.

▶ Un professeur de philosophie comme vous peut-il être aussi un administrateur efficace?

G. C. : Certainement! Un recteur qui est professeur connaît le terrain, les besoins et les réalités du corps professoral et des étudiants. Mon style de leadership reflète mes compétences et qui je suis. Comme administrateur, je ne me mets pas à l'avant-plan. J'aime beaucoup consulter et écouter, pour bien connaître les dossiers. Et au final, je prends la décision que je juge bonne pour l'Université. Et je l'assume. Ce qui m'importe, c'est le bien de notre université. C'est la tâche fondamentale du recteur.


photo : Daniel Bahuaud

Gabor Csepregi a été vice-recteur sous Raymonde Gagné du 1er août 2010 à 2014. Il lui a succédé au poste de recteur le 1er juillet 2014.

▶ Comment voyez-vous vos priorités?

G. C. : Pour faciliter le travail du nouveau recteur, le Bureau des gouverneurs m'a demandé d'élaborer un plan stratégique de transition de deux ans. Une autre priorité va être d'établir une garderie à l'USB. Nous espérons recevoir le financement nécessaire pour faire avancer le projet.

Sur un autre ordre, il faut voir à l'inscription en ligne et aussi à la cyber-sécurité. Les universités sont de plus en plus exposées aux attaques. Et puis il faut remplacer une bonne partie du système électrique de l'Université, qui est plutôt âgé.

▶ Quels sont vos plans pour l'avenir?

G. C. : Je resterai à Winnipeg. Je n'enseignerai pas, mais je compte me plonger dans l'écriture d'un livre d'anthropologie philosophique. J'aimerais porter un éclairage personnel sur la question des grands défis de la vie humaine, comme la maladie et la mésentente entre personnes.

(1) Voir La position des principaux acteurs dans *La Liberté* du 16 au 22 mai.

Micheline Lafond présidente du Bureau des gouverneurs


photo : Daniel Bahuaud

Membre du Bureau des gouverneurs depuis le 1er juillet 2014, Micheline Lafond a été élue présidente le 26 juin 2018 de ce corps composé de 16 membres. (1)

Parmi ses premières tâches : l'embauche d'un nouveau recteur de l'Université de Saint-Boniface. « Cet automne, je mettrai sur pied un comité de sélection, que je présiderai. Ce comité sera formé de trois membres du Bureau des gouverneurs qui ne sont ni employés, ni étudiants à l'USB. Le comité comprendra aussi deux membres du corps professoral. Un étudiant membre du Bureau des gouverneurs siègera aussi au comité.

« Nous voulons prendre une décision éclairée. Recteur est un poste clé. C'est le leader de l'équipe de l'USB. Il voit à son administration, tant sur les plans de l'enseignement et de la recherche que sur ceux de la gestion du personnel, des finances et du développement global de l'université. »

Actuaire à la Great-West Life, Micheline Lafond a été vice-présidente du Bureau des gouverneurs (2017-2018). Active au CA d'Actionmarguerite pendant plus de cinq ans, elle vient de terminer fin juin un mandat à la vice-présidence.

(1) Voir la liste complète des membres sur la-liberte.ca.

CATHOLICA 200 : CÉLÉBRATIONS RIME AVEC RÉCONCILIATION



photo : Daniel Bahuaud

Les célébrations du 15 juillet ont débuté par une reconstitution historique de l'arrivée en canot de l'abbé Provencher qui, le 16 juillet 1818, a débarqué à la Colonie de la Rivière-Rouge pour entamer sa mission d'évangélisation. À la proue du canot, Diane Boyd. Derrière elle, Gisèle Brunet. On aperçoit le chapeau bas de Mona Dupuis. À côté d'elle, Mgr Albert LeGatt en soutane de prélat du début du 19e siècle. Derrière Mgr LeGatt, de gauche à droite, Andréa Léger et Marielle Fréchette. À l'arrière, de gauche à droite, Charles Brunet et Guy Noël.

Mgr LeGatt dans l'esprit de Provencher

Pour Mgr Albert LeGatt, l'archevêque de Saint-Boniface, la grande fête de Catholica 200 du 15 juillet a été plus qu'un évènement réussi. Ça restera d'abord et avant tout un rassemblement animé par un esprit de réconciliation porté par la volonté d'un renouvellement de l'esprit missionnaire.

Daniel BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Mgr LeGatt ne cache pas son enthousiasme pour la grande célébration du 15 juillet :

« C'était une journée extraordinaire, fantastique. Près de 2 500 personnes ont assisté à la messe solennelle, présidée par le cardinal Gérald Cyprien Lacroix, le primat du Canada. Et on estime à 3 500 le nombre de personnes qui ont assisté aux nombreux spectacles et activités culturelles. Le public s'est vraiment laissé emporter par le thème de notre fête : jubilation.

« Je suis très fier de l'équipe qui a coordonné la fête, et des bénévoles. Près de 750 personnes ont travaillé avec énormément de bonne volonté pour assurer ce succès.

« Il m'a énormément plu de voir nos célébrations être le reflet d'une Église véritablement multiculturelle. Trop souvent, les fidèles expriment leur foi dans leurs paroisses, sans prendre contact avec les autres croyants du diocèse. Ce n'était pas le cas le 15 juillet. Les canadiens français ont pu entendre chanter et voir danser les Vietnamiens. Et vice versa. Et les Africains ont côtoyé les Philippins et les Métis. C'est la fête que j'envisageais. »

Une fête animée par l'esprit de Provencher. « C'était voulu. Lors de son arrivée, le 16 juillet 1818, l'abbé Provencher avait tout à bâtir. Pendant près de 40 ans, ce grand missionnaire a travaillé sans relâche. Son engagement était total. Il était prêt à tout faire pour assurer la présence de l'Église dans l'Ouest. Il a labouré les champs et a construit sa demeure et la première chapelle à Saint-Boniface avec les fidèles de sa communauté naissante.

« Au fil de sa mission, Provencher a connu des hauts et des bas bien sûr. Pour s'assurer d'avoir des prêtres missionnaires, il a finalement pu se tourner vers les Pères oblats, une congrégation française qui venait tout juste d'arriver au Canada. Et il s'est aussi assuré l'aide des Sœurs grises de Montréal, qui en venant dans l'Ouest ont énormément contribué au développement des soins de santé dans la Colonie de la Rivière-Rouge.

« Cet esprit, Provencher l'a légué à ses successeurs. Jusqu'à nos jours. Le cardinal Lacroix l'a bien souligné dans son homélie. En 2018, être missionnaire, ce n'est plus le besoin d'établir les bases comme l'a fait Provencher. Mais c'est se laisser transformer par le même esprit. En 2018, c'est retrouver sa fierté catholique pour aller à la rencontre du prochain, le cœur ouvert et confiant.

« Être missionnaire, c'est aussi se réconcilier avec les autres, parce qu'il n'y a pas d'authentique évangélisation sans la conviction du besoin de réconciliation. La grande célébration a mis l'accent sur la réconciliation avec les Autochtones. L'Église de Saint-Boniface leur a fait du tort – par ignorance, par indifférence, et en participant au système des écoles résidentielles. Il est aussi désolant qu'on a eu de la difficulté à reconnaître la sagesse collective présente dans la spiritualité autochtone.

« C'est pourquoi, d'ici quelques mois, dans le prolongement de la célébration du 15 juillet, je vais faire une demande formelle et publique de pardon auprès des Autochtones de l'archidiocèse. »



photo : Daniel Bahuaud

photo : Daniel Bahuaud

1-Les descendants des Métis de la Rivière-Rouge étaient bien représentés aux célébrations. David Dandeneau, le président-fondateur du Conseil Elzéar-Goulet de la Fédération métisse du Manitoba, a rappelé l'accueil chaleureux offert à l'abbé Provencher en 1818. En arrière-plan, Paulette Duguay, la présidente de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba, Jules Chartrand de Saint-Laurent, et Earl Courchene, Autochtone de Sagkeeng, qui a campé le rôle du chef Peguis lors des reconstitutions historiques de la journée.

2-À l'avant-plan, l'archevêque émérite de Saint-Boniface Émilius Goulet, lors de la procession menant à la messe solennelle. Il est immédiatement suivi par Richard Gagnon, archevêque de Winnipeg.

3-Symbole de la rencontre des cultures, des fidèles d'origine africaine, vietnamienne et philippine présentent des mocassins et une ceinture fléchée lors de l'offrande à la messe.

4-Une fidèle de la paroisse vietnamienne de Saint Philippe-Minh offre un bouquet de fleurs au cardinal Gérald Cyprien Lacroix.

5-Martha Wainwright a livré une prestation touchante lors du concert Jubilation qui avait lieu en soirée dans les ruines de la Cathédrale.



photo : Daniel Bahuaud



photo : Daniel Bahuaud



photo : Lysiane Romain

Mariette Mulaire à la Banque du Canada

Les raisons d'une nomination prestigieuse

Mariette Mulaire, un des appuis du monde des affaires manitobain et francophone en particulier, siège dorénavant au conseil d'administration de la Banque du Canada. Son mandat se terminera le 28 février 2021.

Daniel BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Nommée conseillère en juin, Mariette Mulaire assure à nouveau une présence manitobaine à la Banque du Canada. En effet, Alan Borger, le dernier Manitobain à être administrateur indépendant à la Banque, a quitté ses fonctions en février 2017.

Elle est un des douze administrateurs indépendants du conseil d'administration. Pour des raisons liées à la politique de la Banque du Canada, Mariette Mulaire n'était pas encore en mesure de commenter sa nomination.

Originaire de Saint-Pierre-Jolys, Mariette Mulaire préconise la dualité linguistique dans le monde des affaires. Elle a été directrice du Conseil de développement des municipalités bilingues du Manitoba d'octobre 1998 à mars 2007. En 2007, le CDEM a créé l'Agence nationale et internationale du Manitoba (ANIM), organisme à vocation internationale pour attirer des gens d'affaires francophones au Manitoba et pour offrir aux entreprises locales des occasions d'affaires à l'échelle internationale. Par exemple, grâce à son initiative Centralia, dont le concept est d'offrir aux gens d'affaires des rencontres visant à conclure des échanges internationaux.

En 2013, l'ANIM a acheté une licence de World Trade Centre avec la Chambre de commerce de Winnipeg. Depuis le 1er avril 2013, Mariette Mulaire est la présidente-directrice générale du World Trade Centre Winnipeg.

En avril 2015, Mariette Mulaire a été élue au conseil d'administration de la World Trade Centres Association (WTCA), faisant de Winnipeg la seule ville canadienne à obtenir un siège au CA de cette association internationale.


Mariette Mulaire.
Archives La Liberté

Interrogée par *La Liberté* en 2016 sur la place et le rôle du français au World Trade Centre Winnipeg et au sein de l'économie manitobaine, Mariette Mulaire s'était voulue confiante : « Au Manitoba, j'entends beaucoup parler de la normalisation du français. En affaires, on a réussi notre coup. Il y a eu une évolution de la part des anglophones en général, et chez les gens d'affaire en particulier. Ça, c'est parce que les francophones se sont taillés une place. Le WTC Winnipeg a choisi d'être un organisme bilingue, qui fonctionne en français à l'interne.

« Le français est également très présent au WTCA, même au CA. Bien plus qu'on ne se l'imagine. Je parle français avec les représentants de l'Italie, de l'Inde, de la Turquie et de plusieurs pays africains. Je me sens citoyenne du monde. »

Mariette Mulaire a reçu l'Ordre des francophones d'Amérique en 2010 et la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II en 2012. En 2015, elle a été reconnue par Graham Fraser, l'ancien Commissaire aux langues officielles, qui lui a remis le Prix d'excellence – Promotion de la dualité linguistique.

En 2017, Mariette Mulaire a été co-présidente de la Société hôtesse des Jeux d'été du Canada, qui ont été tenus avec succès à Winnipeg.

(1) Il fallait d'abord se faire confiance, dans *La Liberté* du 10 au 16 février 2016.

Ce que fait la Banque du Canada

Créée en 1935, la Banque du Canada est la banque centrale du pays. D'abord institution privée, elle est institution d'État depuis 1938. Son rôle principal est de « favoriser la prospérité économique et financière du Canada ».

Pour assurer son mandat d'agent financier du gouvernement canadien, la Banque du Canada conçoit et émet les billets de banque canadiens. Elle gère aussi la dette publique et les réserves de change nationales. Elle influe donc sur la quantité de monnaie en circulation. Elle fixe le taux d'intérêt national. Sa politique depuis plusieurs années est de maintenir l'inflation à un niveau bas et stable.

La Banque du Canada s'assure aussi de la fiabilité des systèmes financiers au Canada et à l'échelle internationale.

CULTUREL

Pour marquer les 200 ans de l'Église catholique dans l'Ouest

Humaniser une longue histoire

Parmi les activités de Catholica 200, une pièce de théâtre : *1818*. Écrite par Rhéal Cenerini, elle sera présentée dans les ruines de la Cathédrale de Saint-Boniface à partir du 20 juillet 2018. Tout un symbole. (1)



mlemee@la-liberte.mb.ca

La pièce *1818* a été commanditée au dramaturge Rhéal Cenerini par l'Archidiocèse de Saint-Boniface, pour souligner le bicentenaire de l'établissement de l'Église catholique dans l'Ouest et le Nord. « C'était la première présence permanente d'un clergé dans l'Ouest et le Nord canadien. Il y a 200 ans d'histoire qui se sont déroulés depuis. Il y a beaucoup à dire. J'ai accepté le défi d'humaniser cette histoire. »

À la mise en scène : Laura Lussier. « Je suis épatée par ce texte. Les thèmes sont grands : réconciliation, écoles résidentielles, histoire de l'Église catholique et sa relation avec les Métis. C'est tissé-serré, comme on dit. Pour moi, cette pièce fait partie d'un cheminement créatif, ici dans l'Ouest, qui est aussi un chemin de réconciliation. »

1818, c'est l'histoire d'Élise, une femme métisse d'un âge avancé, qui raconte sa vie et, à travers celle-ci, également l'histoire de l'Église catholique. Un choix délibéré de Rhéal Cenerini. « Je voulais souligner l'importance des femmes dans la transmission de la foi d'une génération à une autre. J'insiste également sur l'importance du peuple métis. J'espère que ce sera une occasion pour les gens de réfléchir au rôle de l'Église, mais aussi au rôle de la réconciliation dans l'avenir de l'Église, et comment cette réconciliation doit se faire. »


photo : Morgane Lemée

L'équipe de 1818, presque au complet (de gauche à droite) : Sarah Gagné à la régie, Laura Lussier à la mise en scène et les comédiens Daouda Dembélé et Alison Palmer.

Réconciliation : un mot-clé qui résonne également dans la bouche de la metteure en scène. « Pour moi, le message le plus important, c'est la réconciliation. Et ça se fait deux personnes à la fois. Peu importe la tradition, la religion, la langue. On est tous capables de trouver un point commun, une humanité universelle. »

Quoi de plus parlant pour parler de métissage que d'écrire cette pièce en métchif français. Bien qu'il ne soit pas métis, Rhéal Cenerini est passionné, depuis longtemps, par cette forme de français née dans l'Ouest. « Cette langue est d'une grande richesse et d'une grande beauté. C'est toujours un grand plaisir pour moi d'essayer de rendre hommage à cette forme de français, qui n'est peut-être pas aussi bien connue et valorisée qu'elle pourrait l'être. »

Pour Laura Lussier, c'est une affaire de cœur lorsqu'il s'agit de Métis. Elle-même a déjà participé en 2018 à un projet impliquant le métchif français avec la pièce ***Wild West Show*** et le souligne : « Il y a à peine 1 000 interlocuteurs de métchif français dans le monde. Les occasions d'entendre cette langue sont très rares. »

Pour aller encore plus loin dans la volonté d'authenticité, deux artistes métis à la musique et aux costumes : Daniel Roa et Andréanne Dandeneau. Laura Lussier donne un avant-goût de leur travail. « On parle de différentes cultures. Alors, même dans la musique, il y a du métissage : des djembés de la Côte d'Ivoire, de la gigue métisse et le tambour des Premières Nations. »

1818 risque aussi de s'imprégner dans les esprits par son lieu de mise en scène. Laura Lussier s'en réjouit. « On s'est beaucoup adaptés à la lumière naturelle pour les choix techniques et de mise en scène. D'ailleurs, Sarah Gagné, à la régie, a apporté une grande aide. Avec le ciel manitobain comme arrière-plan… C'est magique! »

(1) Représentations du 20 au 22, puis du 25 au 29 juillet, à 19 h. En cas de pluie, la représentation aura lieu au sous-sol de la Cathédrale. Prix des billets : 15 $. Disponibles au 204 233-ALLO ou à la porte.

Le défi personnel de deux comédiens

Bien qu'ils aient les mêmes origines, celles de la Côte d'Ivoire, Daouda Dembélé et son personnage (le Père Marcel Loué) ont dû s'apprivoiser. « Je suis de confession musulmane. Et dans l'art, il faut y croire. J'ai donc eu de la difficulté à rentrer dans le rôle du prêtre. Je me suis beaucoup inspiré de l'expérience de Denzel Washington pour son rôle dans ***Malcolm X***. C'est le rôle des acteurs, de relever ce genre de défi religieux et culturel. »

De son côté, Alison Palmer, dans le rôle de l'aînée métisse Élise, a dû apprendre à parler le métchif français, avec l'aide de Lina LeGal, experte dans ce dialecte. Certains morceaux de son texte constituent une vingtaine de pages de monologue. Elle a répété la précision de son accent durant des mois. « Je m'enregistrais réciter tout mon texte, puis je m'écoutais, surtout dans la voiture. Puis j'enregistrais, à nouveau, une meilleure version avec un meilleur accent. C'est un exercice très difficile, l'accent, surtout lorsqu'on joue des scènes avec beaucoup d'émotions. Cela demande énormément d'énergie et de concentration. »

SUDOKU

PROBLÈME N° 610

		2			5		6	1
	1		6					5
					2	4		
	5							
7			3	9	4			
				5	1	8		3
	3			1				
9				6				8
4					7			

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

RÉPONSE DU N° 609

6	5	9	4	2	7	1	3	8
8	7	2	1	6	3	9	5	4
3	4	1	8	9	5	2	7	6
1	8	7	2	5	6	3	4	9
9	6	5	7	3	4	8	1	2
2	3	4	9	8	1	7	6	5
5	9	3	6	1	8	4	2	7
4	1	8	5	7	2	6	9	3
7	2	6	3	4	9	5	8	1

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 979

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2									■			
3								■				
4					■							■
5			■								■	
6				■								
7										■		
8		■					■					
9					■							
10				■								
11						■						
12									■			

HORIZONTALEMENT

1- Fricassées de volaille.
2- Récit. – Aber.
3- Personne qui joue de l'alto. – Bénéfice.
4- Voie ferrée. – Pays de l'Europe.
5- Lettre de l'alphabet grec.– Brisas les mottes de terre après le labour.
6- Époque. – Passent sous silence.
7- Tumeur. – Infinitif.
8- Ficelle, courroie. – Ville d'Italie.
9- Prophète hébreu. – Couvriras d'iode.
10- Ait une expression gaie. – Importunais quelqu'un à force de répéter.
11- Partie de l'Asie Mineure. – Bagatelle.
12- Se dit d'un cheval dont la ligne du dos présente une concavité exagérée (pl.). – Possessif.

VERTICALEMENT

1- Chantier de charpente.
2- Relatif au hile d'un organe. – Signe du zodiaque.
3- Vin blanc. – Mûs par le vent.
4- Qui est profitable. – Passereau. – C'est-à-dire.
5- Dossier. – Gros poisson. – Près du poivre.
6- Boulimie.
7- Touchettes. – Cercle.
8- Gamme. – Rendues tièdes.
9- Poussent leurs cris, en parlant des chameaux.
10- Nom donné à la partie de l'Atlantique. – Me déplacerais.
11- Prend le repas du soir. – Premier évêque de Reims.
12- Capucin. – Provoques un ensemble de perturbations biologiques.

RÉPONSES DU N° 978

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	P	H	I	L	A	N	T	H	R	O	P	E
2	H	O	M	E	L	I	E	■	A	R	A	S
3	I	M	P	U	L	S	I	O	N	■	U	T
4	L	O	I	R	E	■	N	U	C	A	L	E
5	O	L	E	■	G	A	T	I	O	N	■	V
6	D	O	T	E	R	A	■	L	E	I	N	E
7	E	G	E	D	E	■	C	L	U	S	E	■
8	N	U	S	■	S	O	L	E	R	E	T	S
9	D	E	■	E	S	P	A	R	■	T	■	A
10	R	■	S	I	E	U	R	■	E	T	A	U
11	O	T	E	R	■	S	T	E	R	E	N	T
12	N	A	S	E	S	■	E	D	E	S	S	E

▶ Une nouvelle bande dessinée par Robert Freynet

L'histoire d'un peuple et de son église

Robert Freynet à sa table de dessin.

Photo : Archives La Liberté

***Mission Rivière-Rouge* : c'est le titre que porte la nouvelle bande dessinée de l'artiste franco-manitobain aux multiples facettes, Robert Freynet, qui paraît ce mois de juillet 2018. Incursion sur une table à dessins foisonnant de projets.**

André MAGNY (Francopresse)

L'artiste né à Saint-Boniface a plusieurs cordes à son arc. Sculpteur, cofondateur de la Maison des artistes favorisant la relève en arts plastiques dans sa ville natale, Robert Freynet aime aussi s'exposer aux passants par ses murales. Il y a de fortes chances que, si vous avez visité le Palais législatif du Manitoba, la cathédrale de Saint-Boniface ou le site historique Monseigneur-Taché à Sainte-Geneviève, vous en ayez vu une signée Robert Freynet.

Mais il est aussi capable d'être dans sa bulle… avec les bandes dessinées qu'il produit. L'histoire le passionne particulièrement. À tel point que La Vérendrye et Louis Riel lui ont inspiré des bandes dessinées publiées aux Éditions des Plaines.

Mais voilà que maintenant, c'est une maison d'édition française de Strasbourg qui imprimera *Mission Rivière-Rouge*. Pourquoi les Éditions du Signe? Comme le souligne l'assistante d'édition jointe en France, Anne-Lise Hauchard, l'Archidiocèse de Saint-Boniface avait des contacts au sein de cette maison d'édition spécialisée dans les ouvrages à consonance spirituelle ou religieuse.

Le sous-titre de la nouvelle BD de Robert Freynet est *L'histoire d'un peuple et de son Église*. Est-ce essentiellement une BD religieuse? Certes, elle met en scène l'arrivée à la rivière Rouge, en 1818, de l'abbé Joseph-Norbert Provencher, curé de la paroisse de Kamouraska au Québec. Lui et deux acolytes avaient été chargés par l'évêque de Québec de l'époque, Mgr Plessis, d'apporter leur soutien spirituel à la nouvelle colonie.

Mais *Mission Rivière-Rouge*, pour Robert Freynet, ce sont aussi des cases destinées à découvrir « la traite des fourrures, les Voyageurs, la chasse au bison sur la prairie, l'épopée des Métis et des Premières Nations, la fondation de la Province du Manitoba. » D'ailleurs, les Éditions des Plaines assureront au Canada l'édition et la distribution de l'œuvre, qui aura pris un an de travail à l'artiste.

« L'année 2018 marque l'établis-sement d'une présence permanente de l'Église catholique à la porte du grand Nord-Ouest – un développement important pour la suite des choses. Étant donné un clergé francophone engagé, l'Église était partie prenante des évènements historiques qui ont marqué l'histoire colorée de l'Ouest canadien. »

▶ Sur la table à dessin

Avant même le lancement au grand public de *Mission Rivière-Rouge* en juillet, l'auteur planchait déjà sur une autre production qu'il avait laissée de côté : *Voyageurs des Prairies*.

Cette bande dessinée mettra en scène les aventures de Jean-Baptiste et Marie-Anne Lagimodière, couple mythique franco-manitobain qui vécut à la rivière Rouge au 19e siècle. Le bédéiste explique que « Jean-Baptiste est le légendaire Voyageur qui a inspiré le Festival du Voyageur à Saint-Boniface, et sa femme Marie-Anne, fut la première femme blanche à s'établir dans l'Ouest. »

Lui qui considère que le dessin doit primer en BD et que le texte vient en complémentarité pour créer une synergie capable de « faire revivre chez le lecteur une situation humaine à une époque historique et un lieu lointain », il estime qu'une BD historique se construit comme tout autre type de BD, c'est à dire avec un certain ressort dramatique.

« Que la bande dessinée soit historique ou fictive, c'est la mise en scène qui détermine si l'histoire est engageante : le plan, l'angle de vue, les effets graphiques, les séquences, les éclairages, les expressions, les dialogues, la courbe dramatique… tout est à inventer — avec art — pour mieux communiquer le contenu, historique comme fictif. »

Après *Mission Rivière-Rouge* et Voyageurs des Prairies, quels seront les autres projets de Robert Freynet? « À l'horizon, une autre bande dessinée historique en collaboration avec un éditeur français… Il se peut très bien qu'au courant des prochains mois, je m'engage aussi dans mon autre domaine de prédilection, l'exécution d'une peinture murale dans un endroit public. J'aime bien travailler dans ces deux ordres de grandeur, entre la petite case de la bande dessinée et la grande surface de la murale! »

MISSION RIVIÈRE-ROUGE
L'HISTOIRE D'UN PEUPLE ET DE SON ÉGLISE

La nouvelle bande dessinée de Robert Freynet, Mission Rivière-Rouge, aux Éditions du Signe.

Photo : Gracieuseté Robert Freynet

Une 18e édition du Festival de film à Gimli

Le Festival de la parité

Tout avait commencé avec un évènement d'une soirée, lors d'un Festival islandais de Gimli. Depuis sa création officielle en 2001, le Festival de film de Gimli continue de grandir chaque année. Parce que la volonté d'ouverture est toujours à l'œuvre. (1)

photo : Gracieuseté Matthew Montgomery

David Knipe, programmateur senior du Festival de film de Gimli.

Morgane LEMÉE
mlemee@la-liberte.mb.ca

La force du Festival de film de Gimli, comme le précise son programmateur senior, David Knipe, réside dans la diversité de sa programmation. « Le cinéma international n'arrive pas toujours jusqu'à nous, à Winnipeg. Et il y a pourtant une soif d'ouverture dans notre province. C'est pourquoi le Festival de film de Gimli grandit dans une dimension internationale, surtout depuis quelques années. Nous avons l'ambition de placer Gimli sur la carte, en tant qu'un des meilleurs festivals de films internationaux à travers le pays. »

Comme ses origines et sa localisation le suggèrent, l'Islande a une grande place au Festival de film de Gimli. Un film français figure parmi les quelques 90 de la programmation : ***Jusqu'à la garde***, un long-métrage réalisé par Xavier Legrand. La majorité reste locale : 44 % des films choisis sont manitobains.

Cette année, le Festival de film de Gimli s'était lancé le défi de représenter la parité. « Nous sommes très heureux de dire que 46 % de nos films programmés sont écrits ou réalisés par des femmes. Ceci dit, au long de notre recherche de films, nous nous sommes rendus compte que c'était un objectif incroyablement facile à atteindre. Ce n'est plus une tâche. C'est un fait : les meilleurs films que nous avons vus ont été créés par des femmes. Cela en dit long sur l'industrie actuelle et comment les choses changent. »

Cette année encore, nombreuses sont les activités pour réjouir les cinéphiles du Manitoba et d'ailleurs : soirées à thèmes, ateliers, presque 90 films à voir dans cinq endroits différents et, comme chaque année, une compétition pour cinéastes émergents et un concours de réalisation de film en 48 heures.

La particularité du Festival reste ses célèbres projections nocturnes sur la plage, sur des grands écrans de 11 mètres érigés dans les eaux du lac Winnipeg.

(1) Le Festival de film de Gimli aura lieu du 25 au 29 juillet 2018. Plus d'informations sur les horaires et tarifs : www.gimlifilm.com

EMPLOIS ET AVIS

LES PETITES ANNONCES

▸ À LOUER

693 rue St-Jean-Baptiste : 2 chambres à coucher, 950$/mois, eau et electricité inclus. Disponible le 1er août.
Contactez le 204-470-5591.
410-

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ Photo : 15,93 $



Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

EMPLOIS ET AVIS

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

OFFRES D'EMPLOI

JOURNALISTE MULTI-PLATEFORMES

Sous la responsabilité de la rédaction en chef, la personne choisie devra :

- mener des entrevues, rédiger des articles, prendre des photos;
- faire la recherche de sujets d'articles;
- faire le suivi de ses dossiers et assurer une partie de la couverture régionale;
- couvrir des sujets dans différents domaines : politique, communautaire, économique, culturel, etc;
- tourner et monter de courtes vidéos;
- alimenter nos réseaux sociaux et notre site Web;
- assurer une veille médiatique.

Exigences :

- maîtrise du français parlé et écrit et bonne connaissance de l'anglais;
- diplôme en journalisme ou communication;
- excellentes capacités de travailler en équipe et sous pression et de respecter des échéanciers serrés;
- disponibilité pour couvrir des évènements en soirée et les fins de semaine au besoin;
- posséder un permis de conduire valide;
- connaissance des logiciels de montage vidéo et d'infographie;
- connaissance du langage (HTML, CMS, PHP, MySQL, CSS, JavaScript et XHTML) sera considérée comme un atout.

ADJOINT(E) EXÉCUTIF(VE) - VENDEUR(EUSE)

Sous la responsabilité de la direction, la personne choisie devra :

- rédiger et réviser des documents officiels et en assurer le suivi;
- gérer le calendrier de la direction;
- assurer le suivi et la bonne collaboration avec la clientèle;
- vendre des espaces publicitaires et des abonnements;
- accomplir toute tâche administrative déterminée par la direction.

Exigences :

- maîtrise du français et de l'anglais parlé et écrit;
- excellentes capacités de travailler en équipe et sous pression et de respecter des échéanciers serrés;
- travailler de façon autonome, savoir prendre des initiatives et sens développé de l'organisation;
- excellente capacité de communication, enthousiame et entregent;
- minutie et rigueur;
- maîtrise des logiciels de la suite Microsoft Office;
- diplôme en administration, commerce;
- posséder un permis de conduire valide;
- posséder des notions de comptabilité (atout).

Ces offres d'emploi se font dans le cadre du programme de Jeunesse Canada au travail. Les candidat(e)s devront donc aussi répondre aux critères suivants :

- être citoyen canadien ou résident permanent, ou avoir le statut de réfugié au Canada;
- être légalement autorisé à travailler au Canada;
- avoir entre 16 et 30 ans au moment d'entrer en poste;
- ne pas avoir un autre emploi à temps plein (plus de 30 heures par semaine) pendant la durée du contrat;
- être sans emploi ou ne travaillant pas dans son domaine d'emploi;
- avoir obtenu son diplôme collégial ou universitaire au cours des 24 mois précédant la date d'entrée en fonction;
- ne pas recevoir de prestations d'assurance-emploi (AE) pendant la durée du contrat;
- ne pas avoir participé ou reçu un salaire dans le cadre de ce programme ou d'un autre du volet Objectif carrière de la Stratégie emploi jeunesse du gouvernement du Canada.

Lieu de travail : Saint-Boniface (Manitoba)

Entrée en fonction : 1er septembre 2018

Durée : 1 an

Le journal offre un excellent régime d'assurances collectives et une équipe dévouée et dynamique.

Faites parvenir votre candidature pour le poste que vous convoitez, comprenant votre lettre de présentation, votre curriculum vitae et trois références avant le **30 juillet 2018** à :

Lysiane Romain, directrice adjointe
Courriel : lromain@la-liberte.mb.ca

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s en entrevue seront contacté(e)s.

Le seul hebdomadaire publié en français au Manitoba depuis 1913

Winnipeg | **Service des eaux et des déchets**

Représentant(e) bilingue des comptes

Nous recherchons des personnes enthousiastes, dynamiques et dévouées pour le centre de facturation de services publics. Les candidat(e)s doivent être capables de servir la clientèle à la fois en anglais et en français, avoir de très bonnes connaissances informatiques et aimer travailler dans un environnement exigeant axé sur le service public. Avoir travaillé dans un centre de contact sera un atout.

Les quarts de travail pourraient être de :

11 h à 19 h, du lundi au jeudi (3 jours sur 4), et de 8 h 30 à 16 h 30 les vendredis et samedis.

Nos bureaux sont fermés les fins de semaine de trois jours, et les quarts de travail peuvent changer.

Les personnes intéressées sont invitées à consulter le site **www.winnipeg.ca/hr** pour voir une annonce de recrutement pour ce poste.

DIVISION SCOLAIRE VALLÉE de la RIVIÈRE-ROUGE

est à la recherche d'un(e) enseignant(e) pour le poste suivant :

à l'Institut Collégial St-Pierre
(localisé à St. Pierre Jolys, Manitoba)
à temps plein (1,0)
(Du 4 septembre 2018 au 28 juin 2019)

Enseignant d'éducation physique, informatique, art visuel, développement de carrière et autre tâches collaboratives

Numéro d'appel d'offres : 1718-142e

Les candidat(e)s doivent :

- posséder un brevet d'enseignement au Manitoba;
- démontrer la capacité de travailler en équipe;
- avoir d'excellentes compétences langagières dans les deux langues officielles;
- adhérer à la philosophie de l'école;
- adhérer à la philosophie de l'inclusion;
- pouvoir intégrer la technologie dans leur enseignement;
- avoir une connaissance des programmes d'études;
- être familier avec la pédagogie, l'apprentissage et les stratégies d'évaluation courantes;
- avoir d'excellentes habiletés de communication et d'initiative.

S'il vous plaît envoyez votre dossier de candidature; incluant une lettre de présentation, un curriculum vitae (maximum de trois pages), des relevés de notes, la plus récente évaluation de stage ou d'enseignement et trois références professionnelles avec lesquelles nous avons votre permission de communiquer.

Département des Ressources Humaines
Courriel : hrdept@rrvsd.ca
Red River Valley School Division
233, rue Main, C.P. 400
Morris (Manitoba) R0G 1K0

Téléphone : 204-746-2317 • Télécopieur : 204-746-2785

Date de fermeture : Jusqu'à ce que le poste soit comblé.

Nous remercions tou(te)s les candidat(e)s de leur intérêt; toutefois, nous communiquerons seulement avec les personnes retenues pour une entrevue. L'embauche sera faite après vérification du dossier criminel et de l'abus chez les enfants.

Emplois

Retrouvez nos emplois sur WWW.LA-LIBERTE.CA!

Une recherche originale sur la pollution atmosphérique

Quand les particules fines propagent des virus

Question qui touche la plupart des humains sur cette planète : « Doit-on craindre qu'un pic de pollution aux particules fines de l'air favorise la propagation d'une épidémie de virus dangereux? » Nicolas Groulx tente de trouver une réponse.

Marie-Thérèse BOCQUEL

Collaboration spéciale

Pour mieux progresser dans ses recherches, le physicien Nicolas Groulx, 37 ans, a approfondi deux autres domaines de compétences : la biophysique et la physiologie moléculaire. Sa motivation? « La multi-disciplinarité est un facteur clé pour imaginer des études originales et pour espérer trouver des financements ». Si le chercheur veut étudier « le rôle de la pollution atmosphérique sur la propagation des virus, c'est parce qu'il n'existe pas de données sur ce sujet ».

Pour trouver des arguments et montrer un lien entre pollution aux particules fines et épidémie virale, la première étape est d'étudier les interactions entre particules fines et virus.

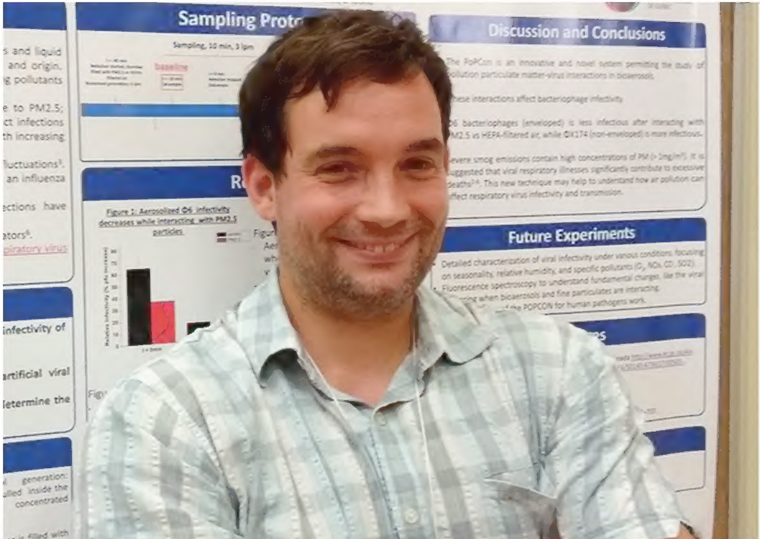
Nicolas Groulx a développé son projet avec l'aide du chercheur James Scott, dont le laboratoire, à la Dalla Lana School of Public Health à l'Université de Toronto, héberge depuis les années 1990 un appareil, le PoPCon (pour Pollution Particulate Concentrator). Ce prototype permet la capture et la concentration des particules fines d'une rue très fréquentée de Toronto, College Street.

La culture et les tests de viabilité des virus sont effectués par le chercheur dans un laboratoire de biologie au Sunnybrook Research Institue à Toronto, en collaboration avec le docteur Samira Mubareka. À ce stade des essais, les chercheurs utilisent deux bactériophages (virus de bactéries) dont les caractéristiques physiques s'apparentent aux virus de la grippe et aux norovirus (provoquant les gastro-entérites).

Durant les deux ans nécessaires à la réalisation de ce travail, il a fallu construire une chambre spéciale. Objectif : mettre en contact des particules fines concentrées et des virus dans des conditions physiques reproductibles.

L'équipe pluridisciplinaire a pu montrer un comportement différent des deux types viraux. Si le premier est moins infectieux après le contact avec des particules fines, l'autre est davantage infectieux après le même traitement. Ces résultats encouragent la poursuite des travaux avec d'autres conditions expérimentales, d'autres virus, afin de mieux comprendre ce qui affecte la qualité des interactions entre les particules physiques et le matériel biologique, et modifie l'état de ces derniers.

Ces explications seront des arguments pour l'établissement de surveillances de l'air et la fixation de nouveaux niveaux des normes. En attendant, les humains doivent viser à diminuer leur génération de particules fines tant redoutées, ce qui inclut notamment le contrôle des feux.



Nicolas Groulx devant l'affiche résumant ses travaux, à l'Université du Manitoba en juin 2018.

photo : Gracieuseté Nicolas Groulx

Il y a des particules plus fines que d'autres

En suspension dans l'atmosphère et en augmentation nette depuis deux siècles, les particules fines, en anglais « particulate matter » (PM) sont pour beaucoup d'origines naturelles : éruptions volcaniques, érosion éolienne ou feux de forêts par exemple. D'autres sont issues d'activités humaines : centrales thermiques, utilisation de voitures, procédés industriels, et surtout chauffage au bois.

Nicolas Groulx s'intéresse particulièrement aux PM2.5, qui sont les particules au diamètre inférieur ou égal à 2.5 micromètres (un cheveu humain fait 60 micromètres de diamètre). Cette taille leur permet de pénétrer jusque dans les alvéoles pulmonaires. Ce sont donc des vecteurs importants d'intoxication par les voies respiratoires, car elles fixent l'humidité, certains polluants comme le plomb, le dioxyde de soufre, ou encore des matériels biologiques type bactéries ou virus.

Les pics de pollution sont variables en concentration, qualité et durée selon les lieux et les périodes de l'année, et affectent toutes les populations de la planète.

On sait que des expositions longues aux pollutions de PM2.5 font des millions de morts par an. Les PM2.5 sont des poussières fines qui doivent être contrôlées.

Il est nécessaire de réaliser l'analyse quantitative et qualitative de ces agents de pollution afin d'avoir des arguments pour imposer des contrôles sur leurs émissions.

Les services de santé publique réagissent depuis quelques années et des normes de concentration, variables selon les pays, ont été fixées. Critiquer la validité des normes de « quantité » de PM2.5 est une évidence, d'autant que leurs composants variables peuvent en affecter la dangerosité. Notamment, les PM2.5 fixent des bactéries. La viabilité de celles-ci est augmentée et leur transmission favorisée par les aérosols de particules.

Au Canada, les limites de concentration de ces particules dans l'air sont décidées par le Conseil des ministres de l'Environnement depuis 2015. Les Provinces peuvent fixer des normes plus contraignantes que celles adoptées (28 microgrammes/m3 au maximum et 10 microgrammes/m3 en moyenne annuelle).

L'importance des rencontres entre scientifiques

Nicolas Groulx a communiqué ses premiers résultats sur les interactions entre les particules fines et les virus aux journées de conférence de la Société canadienne des microbiologistes, tenues du 18 au 21 juin dernier à l'Université du Manitoba.

Pour les chercheurs et les étudiants, c'est un espace de visibilité, de communication et de discussions avec leurs pairs issus des communautés scientifiques nationale et internationale.

Des contacts pour des options de carrière peuvent se présenter. En effet, la compétition pour des postes de chercheurs, tant dans le milieu académique que dans le privé, est très grande.

Les chercheurs ayant choisi des sujets nouveaux ou peu travaillés, comme celui de Nicolas Groulx peuvent y trouver de l'aide technique ou financière, car les milieux académique et industriel s'y rencontrent. Les crédits de recherche d'un laboratoire du milieu académique sont liés au nombre et à la qualité de ses publications, et souvent ils dépendent de l'intérêt industriel envers les projets innovants développés.

NÉCROLOGIE

Carmen Nicole Campagne



Photo : Marie-Ève Fortier

Texte : Aline Campagne et René Morin

Carmen Nicole Campagne est décédée le 4 juillet 2018 à Sainte-Agathe-des-Monts, Québec, à la suite d'un cancer. Elle avait 58 ans.

Elle laisse dans le deuil ses enfants Stéphanne Fortier (Jean-François Pitre), Jean-Yves Fortier et Marie-Ève Fortier, ainsi que sa petite-fille Margot Pitre-Fortier. Elle laisse aussi son conjoint René Morin et ses enfants Nicolas et Brianne.

Ses sœurs Aline (Roland Saurette), Suzanne, Solange, Annette (Dave Lawlor) et Michelle, ainsi que son frère Paul (Connie Kaldor) et leurs enfants se souviendront d'une femme douce, aimante, authentique, chaleureuse, courageuse et travaillante, avec un sens d'humour parfois surprenant.

Dotée d'énormément de créativité et d'un sens d'organisation, elle décorait son environnement avec brio et plein de couleurs. Elle aimait les fleurs et elle cuisinait merveilleusement bien. Elle était toujours heureuse.

SOCIÉTÉ

▶ La Villa Youville a révisé ses priorités de développement

Objectif : l'aide aux personnes fragilisées

Au lieu de voir à la construction de résidences pour aînés autonomes, la Villa Youville étudie maintenant plutôt la façon d'aider les personnes fragilisées qui ont besoin de soins médicaux personnalisés et constants.

Daniel BAHUAUD

dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Fin novembre 2017, la Villa Youville annonçait qu'elle voulait construire 42 nouvelles résidences pour aînés autonomes, un projet qui aurait dû être complété en 2020.

Le conseil d'administration de l'établissement qui accueille des aînés francophones de toute la province a cependant récemment choisi de mettre ce projet en veilleuse. Motif : mieux répondre aux nécessités des aînés qui ont besoin de soins médicaux en permanence, en particulier les personnes atteintes de démence avancée.

Paul Ruest, le directeur général de la Villa Youville, partage le raisonnement derrière cette nouvelle orientation : « Les coûts associés à notre projet de résidences étaient plus élevés qu'on l'aurait espéré. Et le loyer que nous aurions dû exiger pour rentabiliser le projet était au-delà des capacités financières de notre clientèle. Après deux consultations publiques, il devenait aussi évident que moins de personnes s'intéressaient au projet.

« Entre-temps la demande pour des espaces dotés de soins médicaux – ce qu'on appelle les espaces de *nursing* – continue de monter en flèche, surtout ceux en mesure d'aider les personnes atteinte de démence. En 2013, notre liste d'attente pour ce service était relativement courte, trois à cinq personnes. Or en ce moment, pas moins de 31 personnes attendent une place au *nursing* (voir texte ci-contre : *La démence, le mal incontournable*).

« D'où notre repriorisation. Notre première responsabilité est de nous occuper des aînés qui dépendent de nos services, notamment les personnes qui ont besoin de soins médicaux personnalisés, comme des repas préparés, un service de buanderie et le nettoyage de leur chambre. »

Présentement, la Villa Youville compte 66 lits pour les personnes ayant besoin de soins spécialisés, répartis dans quatre ailes.

Paul Ruest détaille : « Chaque aile cible des personnes différentes : patients ambulants ou relativement ambulants, patients non ambulants, et non ambulants moins lucides.

« Une de nos ailes appuie les personnes atteintes de démence. Mais il y aurait lieu d'en ajouter une autre pour les cas de démence avancée. Cette aile accueillerait 15 personnes, et serait divisée en sections pour cinq résidents. Ces sections seraient conçues pour réduire le va-et-vient et maintenir une ambiance calme. Elles seraient surveillées 24 heures par jour par un spécialiste. Plusieurs résidences, comme le Niverville Heritage Centre, ont des telles unités. »



Paul Ruest

Photo : Archives La Liberté

Aucun projet officiel n'a été annoncé. Paul Ruest croit toutefois que la construction d'une nouvelle aile pourrait se réaliser « dans une période relativement courte ». Et ce malgré la restructuration en cours du système des soins de la santé, ainsi que les restrictions budgétaires du gouvernement Pallister.

« Nous préparons notre documentation pour faire une demande d'appui financier auprès de l'Office régional de la santé Sud. À un temps, la Province offrait 400 000 $ par lit pour tout projet de construction nouvelle. Maintenant, la somme se situe à 135 000 $. Dans notre cas, il s'agit d'une somme qui nous permet d'envisager la concrétisation du projet. Car nous avons le terrain, le stationnement et les services administratifs. De plus, les services de base comme la cuisine et la buanderie sont déjà en place.

« Et puis il est possible que la Ville de Sainte-Anne nous permette de brancher les égouts d'une potentielle nouvelle aile aux systèmes d'égouts des ailes déjà en place. Ce qui réduirait encore les coûts. »

▶ La société face à son avenir

La démence, le mal incontournable

Paul Ruest, le directeur général de la Villa Youville explique pourquoi la demande a augmenté pour des soins médicaux personnalisés, notamment les personnes atteintes de démence avancée.

Daniel BAHUAUD

dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Pour bien montrer la rapidité de l'évolution des besoins, Paul Ruest fait un rapide retour historique :

« En 2014, la Villa Youville a ouvert le Pavillon, un bâtiment de 24 unités de logement comprenant une gamme de comme les repas, le ménage, la buanderie et les soins à domicile. Le Pavillon accueille entre 30 et 40 personnes, souvent des couples.

« Ces résidents, comme ceux qui vivent dans nos logements pour personnes autonomes, ont été attirés à la Villa Youville parce que nous sommes tous près d'une hôpital avec un service d'urgence ouvert en permanence, et où travaillent 12 médecins francophones.

« Dans le cas des résidents du Pavillon, la possibilité de déménager à une aile de *nursing* est également attrayante. En fait, le Pavillon est devenu une source importante pour alimenter notre liste d'attente pour le *nursing.* »

Autre facteur qui explique l'allongement de la liste d'attente pour soins médicaux personnalisés : les aînés vivent chez eux plus longtemps.

« Les hôpitaux ne mettent plus la pression sur des établissements de soins à long terme comme la Villa Youville pour qu'on les prenne. Quand un aîné se brise une hanche, il est soigné à l'hôpital et renvoyé chez lui, où il a la possibilité d'obtenir des soins à domicile.

« Par contre, quand les aînés ont besoin de nous, c'est qu'ils ont réellement besoin de nous. Et leurs aidants naturels aussi, comme les conjoints ou les enfants. Certains aînés ont fait un AVC (accident vasculaire cérébral), avec des conséquences variées comme la mobilité réduite, l'incontinence ou la démence.

« D'autres peuvent être atteints de la maladie du Parkinson, qui occasionne souvent de la démence lors des stades avancés de cette maladie progressive. Et puis certains font de l'Alzheimer, ou souffrent d'une démence liée à l'alcoolisme. C'est donc dire que l'incidence des cas de démence augmente dans les établissements comme le nôtre. »

Coup d'œil sur la Villa Youville

La Villa Youville comprend 84 unités de logement autonome, où certains résidents reçoivent des soins à domicile.

Son Pavillon, construit en 2014, compte 24 suites de logement avec services. Et ses quatre ailes offrant des soins médicaux personnalisés accueillent 66 résidents.

La Villa Youville a été fondée en 1965 avec 50 logements, grâce aux efforts des Pères rédemptoristes, alors responsables de la paroisse Sainte-Anne-des-Chênes. Le projet, initié en 1963, s'est réalisé avec le soutien des Chevaliers de Colomb, des Sœurs grises, des médecins du Centre médical Seine et des autorités municipales. Son nom est un hommage à sainte Marguerite d'Youville, la fondatrice des Sœurs grises.

Depuis sa fondation, la Villa Youville est demeurée un établissement privé, à but non lucratif. Membre de l'Association catholique des établissements de santé du Manitoba, la Villa a maintenu son autonomie, bien qu'elle reçoive des fonds provinciaux (140 $ par jour pour les résidents au nursing). Ses services de soins prolongés sont conformes aux normes de l'Office régional de la Santé Sud.

On peut se renseigner sur l'histoire de la Villa Youville en consultant son site, au http://villayouville.ca/bienvenue-chez-vous/historique/

À VOTRE SERVICE